

DEMANDE DE MODIFICATION DE PRESCRIPTIONS

**INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS
EXPLOITÉE PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE EST À DONZERE**

Rédacteur - Affaire Suivie par

Pascal BRIE - VALENCE

Subdivision 6 – Gestion des déchets

Tél. : 04 75 82 46 37

Courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr

Ref DREAL : 20240903-RAP-DAEN0837

Vérificatrice

Céline DAUJAN - VALENCE

Approbateur

RÉFÉRENCE DU DOSSIER

Références	Code de l'environnement, articles R. 181-45 et R. 181-46 Arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014 modifié Arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2019 Lettre de l'exploitant du 30 juillet 2024
Exploitant	Société SUEZ RV Centre Est
Adresse de l'établissement	345 chemin des Bouzarudes 26 290 DONZERE
Activité exercée	Stockage de déchets dangereux et non dangereux
Code AIOT	0006107044
Priorité	PN
Annexes	1 – Articles 1 ^{er} et 2 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 2 – Proposition de prescriptions modifiant les articles 1 ^{er} et 2 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019
Transmission des documents	
- original	DDPP 26
- copies	Inspecteur signataire

1 – INTRODUCTION

Par lettre du 30 juillet 2024 adressée à monsieur le Préfet de la Drôme, la directrice Territoire Stockage ARA-PACA de la société SUEZ RV Centre Est sollicite la modification de prescriptions figurant dans l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 juillet 2014 portant sur son centre de gestion de déchets exploité à Donzère,

2 – PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU CENTRE EXPLOITÉ À DONZERE

L'installation de stockage de déchets exploitée actuellement à DONZERE par la société SUEZ RV Centre Est, est autorisée depuis 1981, d'abord en tant que carrière, puis installation de stockage de déchets non dangereux, et dangereux (casier de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes).

L'arrêté préfectoral d'autorisation réglementant l'ensemble des installations exploitées dans ce site date du 3 juillet 2014. Il a été modifié, par plusieurs arrêtés préfectoraux.

Les installations autorisées sont les suivantes :

- un centre de tri et de transfert de déchets non dangereux, d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
- une unité de rupture de charge pour l'accueil, dans un bâtiment fermé, des déchets susceptibles de générer des envols ;
- une plate-forme de valorisation de métaux ;
- une plate-forme de valorisation de bois ;
- une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (déchets dangereux) ;
- une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles ;
- une installation de stockage de déchets non dangereux.

La capacité d'accueil moyenne annuelle de déchets non dangereux s'élève à **150 000 tonnes**. La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets non dangereux s'élève à **200 000 tonnes**. La capacité d'accueil maximale annuelle de déchets d'amiante lié s'élève à **1 200 tonnes**.

L'autorisation d'exploiter l'ISDND est accordée jusqu'au **1^{er} janvier 2034**.

L'ISDND se compose de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées :

- **DONZERE 1** : Cette zone est en période de post-exploitation pour une durée de 30 ans depuis le 31 décembre 2000 (article 1.7.7 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014).
- **DONZERE 2** : L'exploitation de cette zone est achevée depuis plusieurs années, mais sa couverture finale n'est pas totalement en place du fait de sa connexité avec la zone Extension NORD DONZERE 2, dont l'exploitation nécessite de passer sur une partie de DONZERE 2.
- **Extension NORD DONZERE 2** : Le dernier casier de stockage de déchets non dangereux de cette zone, appelé casier n°13, est en cours d'exploitation.
- **DONZERE 3** : L'exploitation de cette zone succédera à la zone Extension NORD DONZERE 2.

Notons que le centre de tri et de transfert de déchets non dangereux et les plate-formes de valorisation n'ont pas vu le jour.

3 – PRÉSENTATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 28 FÉVRIER 2019

3.1 – Contexte

L'inspection des installations classées de notre service a reçu, le 27 août 2018, un courriel de monsieur le maire des GRANGES GONTARDES faisant état de nuisances olfactives dénoncées depuis au moins trois mois par de nombreuses plaintes émises par le voisinage du centre de stockage de déchets de la société SUEZ RV Centre Est. Monsieur le maire a contacté le responsable du centre, mais les nuisances persistent. Il sollicite donc l'intervention de notre service.

Nous avons également reçu fin août une copie d'une lettre du 25 juillet 2018, adressée par monsieur le maire de LA GARDE ADHEMAR à la société SUEZ RV Centre Est, dénonçant les nuisances olfactives subies et constatant l'absence d'amélioration. Monsieur le maire signale que les maisons ne peuvent plus être rafraîchies en profitant des baisses de températures nocturnes, alors que le plan canicule est activé ; cela pose un problème de santé publique. La situation est dangereuse et intolérable, il est demandé à l'exploitant de prendre immédiatement toutes les mesures appropriées pour faire cesser les nuisances.

Une copie d'une lettre de plainte du 24 août 2018, signée par trois riverains du centre habitant les GRANGES GONTARDES, nous a aussi été adressée. D'autres plaintes ont été reçues ultérieurement.

Nous avons eu plusieurs échanges avec la société SUEZ RV Centre Est qui s'est engagée à traiter le problème, mais la situation sur le terrain a tardé à s'améliorer, elle devenait de plus en plus tendue avec le voisinage, les émissions odorantes perduraient, monsieur le maire des GRANGES GONTARDES nous alertait avec insistance sur le fait que la situation locale devenait insupportable.

Nous avons organisé rapidement une réunion exceptionnelle de la commission de suivi de site (CSS) en place au niveau du centre de DONZERE, pour échanger sur l'analyse des nuisances olfactives perçues depuis mai-juin 2018.

Nous avons ensuite décidé de rédiger des projets d'arrêté de mise en demeure et d'arrêté complémentaire, ils ont tous les deux été notifiés à l'exploitant le 28 février 2019 (voir notre rapport sur cette affaire référencé 20190108-RAP-DAEN0007, datant du 4 février 2019).

3.2 – Arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2019

Ses deux premiers articles portent, d'une part sur une expertise relative à la gestion du biogaz, d'autre part sur la surveillance des émissions atmosphériques diffuses. Une copie des prescriptions figurant aux articles un et deux de cet arrêté préfectoral figure en annexe 1 au présent rapport.

4 – PRÉSENTATION DE LA DEMANDE DE L'EXPLOITANT

4.1 – Demande de modification de l'article premier de l'arrêté du 28 février 2019

Lors d'une visite d'inspection réalisée le 23 juillet 2024, le thème du biogaz et des émissions olfactives a été abordé. L'exploitant nous a informé que depuis plusieurs années, la production théorique de biogaz du centre est évaluée annuellement avec un outil interne appelé SIMCET, dont la méthodologie est basée sur un modèle mathématique présenté dans un guide de l'ADEME. Cet outil intègre plusieurs paramètres (potentiel de méthane pouvant être émis, vitesse de dégradation et durée d'entreposage des déchets), associé à d'autres hypothèses (type de déchets enfouis, mode d'exploitation, etc.). L'exploitant précise qu'il n'existe pas, à proprement parler, de conditions défavorables à la production de biogaz.

Le plan prévisionnel de dimensionnement des réseaux de collecte de biogaz est réalisé sur la base du volume estimé de biogaz produit dans les casiers. À cette fin, l'exploitant signale qu'il s'est doté en interne de personnes compétentes. Un responsable intervient ainsi exclusivement sur les travaux et les réglages des réseaux de biogaz du centre de stockage.

Cette organisation n'existait pas avant février 2019, lors de la période de nuisances olfactives exceptionnelles, décrite au paragraphe ci-dessus. Aussi, l'exploitant propose de modifier ainsi l'article premier de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 (voir l'annexe 1 ci-jointe) : « *Annuellement, la production théorique de biogaz des casiers sera réévaluée, et un plan prévisionnel de dimensionnement des réseaux biogaz sera établi en conséquence.* »

4.2 – Demande de modification de l'article deux de l'arrêté du 28 février 2019

Cet article deux :

- supprime des prescriptions qui avaient été imposées par l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014, portant sur un « nez électronique » qui avait été mis en place dans le centre pour aider à la gestion des émissions olfactives. Mais ce dispositif ne s'est pas avéré efficace.
- impose de nouvelles prescriptions portant sur la réalisation de cartographies des émissions diffuses de méthane à travers la couverture des casiers. Il est explicitement prévu que la fréquence de réalisation de ces cartographies peut être réduite à la demande justifiée de l'exploitant (voir l'annexe 1 ci-jointe).

Dans sa lettre, l'exploitant souhaite que la fréquence trimestrielle imposée soit plus faible, dans la mesure où les nuisances olfactives perçues en 2018 – 2019 ont été résorbées depuis longtemps, et les cartographies réalisées ces cinq dernières années mettent en évidence l'absence de défaut d'efficacité du dispositif de collecte de biogaz. Aussi, l'exploitant propose de modifier ainsi l'article deux de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 : « *L'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place sur le massif de déchets non dangereux :*

- *Annuellement pour le casier en cours d'exploitation et ses abords dans un rayon de 20 mètres ;*
- *Tous les 2 ans pour les autres casiers.* »

5 – RÉGLEMENTATION APPLICABLE ET POSITION DE L'INSPECTION

L'article R. 181-46 du Code de l'environnement précise :

« I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. »

Il n'y a pas eu de modification apportée aux activités et installations du centre, mais la mise en place d'une organisation plus adaptée pour assurer une meilleure maîtrise des risques d'émissions olfactives. La demande ne relève donc pas de l'article R. 181-46 sus-cité.

L'inspection des installations classées considère que les demandes d'allègement de prescriptions présentées par l'exploitant ne sont acceptables que sous réserve :

- de maintenir en place l'organisation décrite dans sa lettre ;
- de disposer des outils évoqués (ou équipements au moins aussi performants), notamment l'outil SIMCET.

6 – CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Par lettre du 30 juillet 2024 adressée à monsieur le Préfet de la Drôme, la directrice Territoire Stockage ARA-PACA de la société SUEZ RV Centre Est sollicite la modification de prescriptions imposées à son centre de gestion de déchets exploité à Donzère, du fait d'évolutions survenues dans le cadre de son exploitation.

L'examen de sa demande montre qu'il ne s'agit pas d'une modification notable relevant de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, mais de la mise en place il y a plusieurs années d'une organisation destinée à assurer une meilleure maîtrise des risques d'émissions olfactives susceptibles de survenir dans le cadre de l'exploitation du centre. L'exploitant considère que cette évolution justifie sa demande de modification de prescriptions.

Nous proposons que monsieur le Préfet de la Drôme réserve une suite favorable à la demande de l'exploitant, sous réserve :

- de maintenir en place l'organisation décrite dans sa lettre ;
- de disposer des outils évoqués (ou équipements au moins aussi performants), notamment l'outil SIMCET.

Les prescriptions modifiant celles des articles 1^{er} et 2 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 figurent en annexe 2 au présent rapport. **Le projet d'arrêté intégrant ces prescriptions se trouve en annexe 5 à notre rapport référencé 20240903-RAP-DAEN0839, portant sur l'évolution de la gestion des eaux pluviales de la zone DONZERE 3 du centre.**

En application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, nous ne proposons pas :

- de consultations sur cette affaire ;
- de sollicitation de l'avis du CODERST sur cette affaire.

ANNEXE 1

Articles 1^{er} et 2 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019

Article 1^{er} : EXPERTISE PORTANT SUR LA GESTION DU BIOGAZ

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit réaliser une étude portant sur l'ensemble des équipements liés à la gestion du biogaz émis par le massif de déchets non dangereux stocké dans l'établissement sus-visé. Dans le cas où elle serait réalisée en interne, cette étude devra faire l'objet d'une validation par un tiers-expert.

Les conditions conduisant à la production maximale de biogaz (entre autres, la pluviométrie) sont prises en compte pour déterminer les caractéristiques et la densité minimales des dispositifs de collecte de biogaz à mettre en place dans le massif de déchets (drains, forages) pour chaque casier à exploiter.

Les caractéristiques minimales des canalisations de transport du biogaz reliant les dispositifs de collecte aux équipements de traitement (torchères, unités de valorisation), ainsi que celles des organes de réglage associés, sont précisées et justifiées. La fréquence minimale de contrôle des organes de réglage, ainsi que les plages optimales de fonctionnement (dépression, teneurs pour certains composés du biogaz) sont déterminées.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le rapport d'étude, et la validation du tiers expert, avec les propositions d'évolutions éventuelles du dispositif en place, sont présentés à monsieur le Préfet de la Drôme et à l'inspection des installations classées.

Annuellement, la production théorique de biogaz des casiers sera réévaluée en intégrant les conditions les plus défavorables, et un plan prévisionnel de dimensionnement des réseaux biogaz sera établi en conséquence. Ce dimensionnement sera validé par un tiers expert, puis communiqué à l'inspection des installations classées avant sa mise en œuvre.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'ensemble des paramètres permettant une gestion efficace du biogaz fait l'objet d'une procédure affichée dans l'établissement. La traçabilité des contrôles des organes de réglage (date, point contrôlé, dépression, concentrations, contrôleur...) est assurée.

Article 2 : ODEURS

Les deux derniers paragraphes rappelés ci-dessous de l'article 3.1.3. intitulé « ODEURS » de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé, sont supprimés :

« Surveillance des émissions diffuses par le « nez électronique » en place (analyseur de la concentration en molécules odorantes telles que le sulfure d'hydrogène), et conservation des mesures effectuées, portant sur l'année écoulée, avec les conditions météorologiques associées.

Un bilan sur la gestion des émissions olfactives (plaintes éventuelles, enseignements tirés du « nez électronique », équipements destinés à réduire ou supprimer les émissions olfactives, etc...) est à établir et à faire figurer dans le rapport d'activité annuel visé à l'article 2.1.5 du présent arrêté. »

Ce même article est ainsi complété :

« L'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place sur le massif de déchets non dangereux :

- trimestriellement (*) pour le casier en cours d'exploitation et ses abords dans un rayon de 20 m ;*
- tous les 2 ans (*) pour les autres casiers.*

Cette fréquence peut être réduite à la demande justifiée de l'exploitant, elle ne peut être inférieure à 5 ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et prend les actions correctives appropriées dans les plus brefs délais, au plus tard sous un mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle, réalisé selon la même méthode, dans les plus brefs délais, au plus tard 3 mois à compter de la date du contrôle précédent. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. »

ANNEXE 2

Proposition de prescriptions modifiant les articles 1^{er} et 2 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019

Article 1^{er} : GESTION DU BIOGAZ

Les prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'entretien et la surveillance de l'ensemble des équipements liés à la gestion du biogaz émis par le massif de déchets non dangereux stocké dans l'établissement sus-visé, sont assurés de façon à ne pas générer de nuisances olfactives au-delà des limites de ce centre.

À cette fin, l'exploitant est tenu de se doter des moyens appropriés et d'une organisation composée d'agents compétents, tels que décrits dans sa lettre du 30 juillet 2024 sus-visée. La production théorique de biogaz par les déchets stockés dans le centre est évaluée annuellement, et un plan prévisionnel de dimensionnement des réseaux biogaz est établi en conséquence. »

Article 2 : ODEURS

Les prescriptions complémentaires imposées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 sont ainsi modifiées :

« L'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place sur le massif de déchets non dangereux :

- annuellement pour le casier en cours d'exploitation et ses abords dans un rayon de 20 m ;*
- tous les 2 ans pour les autres casiers.*

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et prend les actions correctives appropriées dans les plus brefs délais, au plus tard sous un mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle, réalisé selon la même méthode, dans les plus brefs délais, au plus tard 3 mois à compter de la date du contrôle précédent. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. »